

# Les ONG demandent la protection de l'ONU

Alain Frilet

Libération, 16 novembre 1994

En annonçant publiquement le retrait de ses équipes des camps de la région de Bukavu au Zaïre où quelque 310.000 réfugiés hutus sont toujours entassés, MSF-France a pris une décision aussi nécessaire que douloureuse. « Nous ne pouvions plus travailler dans un camp où notre aide est utilisée, à des fins politiques et économiques par des gens qui ont une lourde responsabilité dans le génocide et sont de surcroît toujours impunis », commentait hier Dominique Martin, chargé de mission au Rwanda de MSF-France. L'ensemble des agences humanitaires travaillant dans les camps du Zaïre, que ce soit dans la région de Bukavu ou dans celle de Goma, au nord du lac Kivu, s'accorde à dénoncer le pillage de l'aide alimentaire par les responsables de l'ancienne administration rwandaise et par les cadres politiques du MRND, l'ancien parti au pouvoir.

## Marché noir dans les camps

« A défaut de maîtriser l'économie du pays, les anciens dirigeants ont vite compris que la revente au marché noir de l'aide alimentaire excédentaire obtenue grâce aux inscriptions de faux nouveaux réfugiés pouvait être une source importante de revenus », ex-

plique un responsable du Programme alimentaire mondial (PAM). La maîtrise de la distribution de nourriture, qu'ils ont obtenue des organisations non gouvernementales (ONG) sous la menace, leur donne de surcroît un quasi pouvoir de vie et de mort sur les réfugiés. « Le niveau de malnutrition dans les camps au Zaïre est d'autant plus inacceptable, estime le haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR), que nous avons dû délibérément sur-évaluer de 20 à 25 % le nombre des réfugiés pour assurer une livraison suffisante de nourriture à chacun. » Ainsi la population des camps de Bukavu, estimée à 400.000 personnes par le HCR, ne dépasserait pas 240.000 réfugiés en réalité selon MSF.

La plus grande partie de la nourriture détournée à l'initiative des anciennes autorités politiques et administratives rwandaises n'atterrit pas forcément sur les marchés noirs installés dans la périphérie des camps. Elle est, selon plusieurs témoignages d'ONG, acheminée clandestinement vers d'autres camps plus discrets où sont regroupés les anciens soldats des Forces armées rwandaises (FAR) et leurs familles. Selon le HCR, 15 à 20.000 de ces « réfugiés » seraient actuellement regroupés dans le seul camp de Sake, dans la périphérie de Mu-

gunga, à 12 kilomètres au nord de Goma.

## Le « terrorisme » des ex-soldats et miliciens

Cette présence des anciens militaires rwandais en uniforme à proximité des camps et celle, plus pressante encore, des miliciens à l'intérieur contribuent à terroriser les réfugiés et à les dissuader de retourner au Rwanda. Le HCR ne compte plus les meurtres et les passages à tabac de réfugiés « coupables » d'avoir rendu visite à l'officier du HCR chargé des rapatriements. « Le terrorisme qu'exercent les soldats de l'ex-armée rwandaise et les miliciens rendent notre mandat impraticable », commentait hier un responsable du PAM. « A Bukavu, nos équipes ont entendu des explosions et des coups de feu », ajoute Dominique Martin, de MSF, pour étayer la décision de l'ONG française de quitter les camps du Zaïre.

Si MSF se retrouve seule à prendre une telle décision, les autres ONG et les agences humanitaires des Nations unies n'ont pas pour autant décidé

de rester coûte que coûte. Le HCR et le PAM s'interrogent volontiers sur le bien-fondé de leur mission d'assistance et de protection des réfugiés ». Mais ils précisent qu'à l'inverse des ONG comme MSF pouvant faire valoir des arguments d'ordre éthique – « refuser d'engraisser les bourreaux », comme le résume MSF-Belgique qui, pour l'instant, ne part pas –, ils sont tenus par le mandat conféré par les Nations unies. « Nous attendons avec impatience le résultat des discussions initiées par Boutros Boutros-Ghali avec les membres du Conseil de sécurité », déclarent-ils de concert. La proposition du secrétaire général des Nations unies de mobiliser une force de police internationale de six à huit bataillons (soit environ 4 500 hommes) pour assurer la sécurité des réfugiés dans les camps du Zaïre devrait être étudiée « prochainement » par le Conseil de sécurité. « Il en va du maintien de nos équipes », rappelait hier un responsable d'Oxfam qui, avec quatorze autres ONG, a signé la semaine dernière un communiqué commun exigeant des Nations unies qu'elles améliorent « la sécurité des ONG et des réfugiés ».